

Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **36 (1978)**

Heft 3

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Libéralisation des échanges commerciaux¹

Même si les auteurs estiment que semblable étude ne saurait déboucher sur des conclusions définitives, celles-ci n'apparaissent pas moins clairement. L'ouvrage constitue un vigoureux plaidoyer en faveur du libre-échange. De la part du GATT, cela ne saurait surprendre. Un tel dessein n'exclut pas, d'ailleurs, un louable effort d'objectivité, notamment dans la présentation des thèses protectionnistes. Celles-ci sont nombreuses, mais les arguments appelés à les réfuter ne le sont pas moins. Nous sommes donc en présence d'un catalogue assez complet des raisons qui militent en faveur de la suppression des obstacles, tarifaires ou non, au libre développement des échanges internationaux.

Selon les auteurs, les adeptes du laisser-passer feront bien de considérer que, pour eux, la partie n'est jamais totalement gagnée. A l'avenir, les pressions protectionnistes iront en s'amplifiant. Leurs auteurs proposent une solution de facilité désastreuse au lieu de la difficile restructuration des appareils de production pourtant nécessaire, dans les nations industrielles comme ailleurs. Ces adversaires n'ont jamais désarmé. Ils se fondent soit sur des arguments théoriques, tel J. M. Keynes en 1933, soit sur une interprétation des données économiques de l'Histoire qui mérite, il est vrai, la plus sérieuse attention (voir la thèse récente soutenue par le professeur Paul Bairoch). Dans ce combat qui dure depuis tantôt deux siècles, la victoire totale de l'une des parties n'est jamais acquise, même si, depuis la fin de la dernière guerre, la doctrine libre-échangiste paraît l'emporter. Les arguments en sa faveur sont incontestablement solides. On s'en rend compte, une fois de plus, à la lecture de cette étude.

En marge du thème central, les auteurs se livrent à certains développements qui seront certainement appréciés des lecteurs. Par exemple, ils soulignent à deux reprises le fait que «l'incertitude constitue un obstacle non tarifaire très efficace au commerce international» (p. 9). Aussi, la fonction première de l'Etat a-t-elle consisté de tout temps à la réduire. On se plaint aujourd'hui, d'une insuffisance assez générale des investissements. L'une des causes ne serait-elle pas la propagation du néo-protectionnisme? Qui donc, dans une économie moderne intégrée au monde, oserait investir s'il n'est plus assuré de jouir à long terme d'une liberté d'exportation pleine et entière?

Les rapports entre le niveau des salaires et la politique de libre-échange sont multiples et divers. Ils sont bien exposés dans l'ouvrage. On se dit souvent persuadé que la protection douanière permet de maintenir dans le pays un niveau élevé de revenu réel. Cela peut être vrai dans le secteur qui fait l'objet des mesures de protection. Cela ne sera pas moins généralement faux si l'on considère le revenu total de la population. Le processus est bien connu. On accorde de fortes augmentations de salaires, puis on réclame à cor et à cri des contingentements d'importation. Le consommateur est volé. Ce qu'il perd excède le plus souvent ce que gagnent les salariés de la branche protégée. Le protectionnisme est globalement un mal, même lorsqu'il est sectoriellement un bien.

Cette question soulève un problème politique délicat. Si, dans un pays, dix millions de consommateurs perdent cinquante francs par année à la suite du renchérissement dû à la protection douanière, aucun probablement ne consentira à mobiliser son temps et son argent

pour réagir. Il y aurait, dans le cas de chaque «activiste», davantage à donner qu'à recevoir. En revanche, si les producteurs de la branche ont ainsi la perspective de gagner les mêmes cinq cent millions, ils estimeront rentable d'engager de gros moyens dans le combat. On peut, de cette manière, comprendre le succès de bien des offensives protectionnistes pourtant préjudiciables à l'intérêt général.

Ne serait-il pas plus sage de laisser jouer les mécanismes du marché plutôt que de vouloir les éliminer en opposant toutes sortes d'obstacles aux échanges? «C'est l'absence de flexibilité de la fourchette des salaires dans un pays qui rend son industrie vulnérable à la concurrence étrangère», constatent les auteurs (p. 55). Il en résulte une mauvaise orientation des jeunes forces de travail qui n'ont plus la possibilité de juger, sur la base d'un large éventail de rémunérations, quels sont les secteurs promis à un bel avenir et ceux qui amorcent leur phase de déclin.

Il n'est pas raisonnable non plus de craindre la disparition complète de branches d'industrie à la suite de l'ouverture des frontières. Une expérience déjà longue révèle que la spécialisation s'opère, entre les Etats, à l'intérieur même de l'industrie, et non entre secteurs différents. Un bon exemple est celui des machines d'imprimerie, dont les plus grosses sont importées d'Amérique, alors que l'Europe exporte aux Etats-Unis une gamme de petits modèles, plus polyvalents.

On ne manque donc pas de raisons de conclure avec les auteurs (p. 57): «Si l'on souhaite la croissance, il faut refuser la protection.»

FRANÇOIS SCHALLER

Pourquoi sont-ils si pauvres ?²

L'auteur, M. R.-H. Strahm, est secrétaire de la Déclaration de Berne pour la Suisse alémanique. Son petit livre est conçu d'une manière originale. Les pages de gauche reproduisent des données chiffrées, des schémas, des statistiques et des pourcentages. Elles portent en tête une affirmation brutale, en gros caractère, du genre: «La nourriture des pauvres est donnée au bétail des riches». Les graphiques qui suivent sont censés illustrer ces slogans. Les commentaires de l'idée ainsi exprimée figurent sur le feuillet de droite sans jamais que le texte ne déborde sur la page suivante. Le rédacteur s'est imposé ce difficile exercice de discipline avec plein succès. C'est de cette manière qu'il s'y prend pour «aider le lecteur à se faire une opinion dans ce débat fondamental» (p. 138).

Quelques très rares références aux pays industriels de l'Est mises à part, il n'est parlé que du tiers monde et de l'Occident. Que nous dit-on de nos pays? D'abord qu'il serait faux de nous considérer comme développés, car nous sommes maldéveloppés (p. 6). L'explosion de la consommation chez nous est plus dangereuse que l'explosion démographique des pays pauvres (p. 15). Les pays industrialisés se sont enrichis grâce au tiers monde (p. 27). Lorsque nous fournissons gratuitement des enseignants et du matériel scolaire aux sous-développés, c'est indirectement pour maintenir à leurs dépens notre domination économique (p. 39). Peut-être les préférences douanières que nous leur accordons pourraient-elles, exceptionnellement, ne pas nous être reprochées? Qu'on se détrompe, car ces préférences profitent surtout à nos multinationales (p. 67). En mangeant de la viande, nous mangeons indirectement le pain du tiers monde (p. 83). L'économie suisse prospère largement sur le dos des pays sous-développés (p. 129). Non seulement les investissements privés ne sont pas un

don — ce qui est admis par chacun — mais ils ne constituent pas davantage une aide (p. 131). Quant à la Banque Mondiale, elle peut être considérée comme un instrument servant à discipliner les pays rebelles aux intérêts du système (p. 133).

Avouons qu'une telle lecture nous a fait réfléchir, dans une direction qui n'était pas nécessairement celle souhaitée par l'auteur. A chaque page, nous avons à l'esprit cette crainte exprimée dernièrement par le compositeur soviétique émigré, André Volkonsky, qui disait: «Il me semble qu'il y a, en Occident, un courant suicidaire». Le petit livre de M. Strahm contribue à nous en persuader, même si tel n'est évidemment pas son but. Comment l'auteur s'y prend-il pour tenter de nous convaincre que nous sommes tous des affreux? Un seul exemple, choisi au hasard parmi ceux qui figurent presque à chaque page, permettra de saisir la méthode.

En Suisse, l'aide publique au tiers monde «nous revient» à raison de 50 à 60%. On compte 65% en moyenne pour les pays industrialisés occidentaux, et 90% pour les Etats-Unis (p. 123). Les bonnes âmes, les esprits non avertis ou crédules en déduiront à coup sûr que si la Suisse donne 100 et qu'il lui en revient 60, elle n'a finalement donné que 40. Ainsi, ce ne serait pas sans hypocrisie que nous nous targuons d'avoir donné 100. La vérité est évidemment différente. Directement ou par détours, immédiatement ou à terme, ce n'est pas le montant de 60 «qui nous revient», mais bel et bien 100. L'ouverture d'un crédit public à titre de don n'est rien en soi. Le don est dans l'utilisation de ce crédit. Ainsi, dans l'exemple de la Suisse comme en d'autres, c'est ce qui revient (60) qui est un don, et non ce qui ne reviendrait pas (40) par hypothèse. Or, il serait bien singulier qu'un don en francs suisses accordé au tiers monde dépasse ses besoins. Dans notre exemple, 40 serviront à financer des achats en d'autres pays, qui disposeront ainsi d'une créance sur la Suisse pour nous acheter, eux, des biens ou des services pour 40. C'est uniquement parce que 100 reviennent finalement en Suisse qu'il y a eu don de 100.

Dans l'introduction de l'ouvrage, l'auteur nous prévient que ses sympathies ne vont pas plus aux gouvernements du tiers monde (p. 8) qu'aux nôtres. Le mal absolu est incarné dans l'existence de classes dirigeantes, quelles qu'elles soient, opposées par nature aux masses pauvres et opprimées. Ainsi, le Nouvel Ordre économique international dont on parle aujourd'hui est-il suspect aux yeux de l'auteur, car il maintient des classes dirigeantes en chaque pays. Pourtant, le projet pourrait peut-être présenter un aspect positif, nous dit M. Strahm, qui serait de miner à la longue les «Centres» (c'est-à-dire les classes dirigeantes) des pays industrialisés (p. 136). Même si l'on s'en doutait un peu, il faut être reconnaissant à l'auteur de nous le confirmer ainsi sans ambages.

FRANÇOIS SCHALLER

URSS, 100 questions, 100 réponses³

Ce livre répond à 100 questions que les Occidentaux sont censés se poser au sujet de l'URSS. Certaines d'entre elles ne manquent pas d'intérêt, même si la plupart n'ont visiblement pas d'autre but que de permettre aux rédacteurs de mettre en évidence les qualités inégalables du régime. Rien ne ressemble plus à un ouvrage de propagande soviétique qu'un autre ouvrage de propagande soviétique. Pourtant, si l'on devait à tout prix découvrir une différence entre celui-ci et la multitude de ceux qui l'ont précédé, on dirait qu'un très modeste début d'évolution se dessine dans le sens d'une ébauche d'autocritique.

Tout n'est plus invariablement parfait en URSS et abominable dans les nations capitalistes, même si cela demeure le principe très général. Par exemple, on convient qu'à côté des succès innombrables, il y a eu d'inévitables erreurs (p. 4). On parle aussi du respect «de plus en plus grand» (sic) de la légalité; c'est donc bien qu'on ne peut guère s'y fier tout à fait aujourd'hui et moins encore jadis. Au sujet de la discipline du travail, «la situation est encore loin de nous donner entière satisfaction», et plus loin: «Malheureusement, la conscience de certains travailleurs ne correspond pas toujours au degré de démocratie atteint par notre société» (p. 31). Il en va de même du travail agricole: «Loin de nous l'idée de mettre en doute ce fait incontestable que, pour le rendement du travail agricole, l'URSS cède encore le pas aux Etats-Unis» (p. 42). On va jusqu'à convenir «qu'il est encore difficile de s'acheter certaines choses en URSS, même quand on a de l'argent», tout simplement du fait d'une production insuffisante (p. 61).

Toutefois, les explications fournies sur ces points délicats tournent invariablement à l'avantage du régime. Ainsi en est-il des importations massives de céréales, alors que la Russie était jadis le grenier à blé de l'Europe. Si l'URSS doit aujourd'hui importer tant de blé, c'est d'abord, nous explique-t-on, parce que le Soviétique de 1977 consomme deux fois plus de viande que le Russe de 1913 (ce qui lui fait consommer un tiers de pain en moins) et qu'on ne peut tout produire à la fois. C'est ensuite parce que l'URSS vend beaucoup de blé aux Etats amis, même quand elle en manque. En somme, l'insuffisance de blé n'est que la preuve des extraordinaires succès de l'élevage soviétique.

Pour le reste, on était fixé depuis longtemps. L'URSS est le seul pays à ne connaître jamais ni la crise, ni le chômage, ni l'inflation, ces plaies endémiques de l'économie capitaliste (p. 33). Du chômage larvé, il n'est pas soufflé mot. Quant à l'indice général des prix, il est même inférieur, nous dit-on, de 25% à ce qu'il était il y a vingt-cinq ans, et il n'a pas varié depuis 1970. Tout cela est affirmé comme si chacun ne savait pas, dans nos pays, ce qu'il en est du chômage déguisé et par quels artifices de dénomination ou de «changement de qualité» on camoufle la hausse des prix jusqu'au moment où, comme en Pologne, la population saccage les magasins et se fait mitrailler.

Cela étant rappelé, il est incontestable que bien des pratiques existent en URSS que nous avons abandonnées en Occident lors même qu'elles étaient pour beaucoup dans le succès et le rayonnement de notre civilisation. Le devoir de chaque citoyen de défendre la Patrie n'est pas discuté. On attend d'un communiste que son comportement soit exemplaire, non seulement dans son travail et sa vie publique, mais également dans sa vie privée. La prostitution et la pornographie sont interdites. On cherche de très bonne heure à inculquer aux enfants le respect des structures de l'Etat et le devoir de les défendre. Sur le plan économique, on ose encore déclarer sans ambiguïté qu'on n'est pas satisfait du niveau de vie, que «nous voulons et nous aurons davantage, y compris davantage de voitures» (p. 59).

Surtout, il est rappelé à trois reprises (pp. 31, 62 et 70) qu'au nom du principe socialiste de la rémunération du travail selon sa quantité et sa qualité, il n'est pas question de niveler les salaires, loin de là. Or, ce principe n'est pas socialiste du tout. Il est un produit de la société libérale et des lois du marché. L'URSS s'en inspire aujourd'hui du moment qu'elle en a reconnu l'irremplaçable efficacité. Elle applique cette règle à une époque où, chez nous, le nivellement et la chasse aux inégalités présentés comme des injustices sont en passe de devenir des dogmes, provoquant une sclérose des mécanismes économiques que par ailleurs chacun déplore. Si, un jour, l'URSS devait gagner son pari et dépasser pour sa population le

niveau de vie de l'Occident, ce ne serait, on le voit, qu'en empruntant nos propres principes que nous n'aurions nous-mêmes plus le courage d'appliquer. Nous n'en sommes pas encore là; ce petit ouvrage ne nous laisse pas moins entrevoir une éventualité qu'il serait dangereux d'exclure d'emblée.

FRANÇOIS SCHALLER

Les organisations de travailleurs ruraux⁴

Il s'agit d'un guide d'éducation «ouvrière», le mot étant pris au sens de travailleur manuel, car l'ouvrage concerne les travailleurs ruraux, non les ouvriers d'industrie et, parmi eux, les indépendants sont plus nombreux que les salariés. L'objectif est, comme toujours pour le BIT, d'apprendre aux hommes à défendre eux-mêmes leurs intérêts, mais les organisations de travailleurs ruraux assument plutôt des services spéciaux que les tâches «classiques» des syndicats ouvriers. Sans doute elles négocient, comme les autres, les conditions de travail avec les employeurs et se soucient de représenter auprès des pouvoirs publics leur catégorie sociale. Cependant, il arrive, dans les pays en développement, que les intérêts des ruraux soient insuffisamment défendus par les moyens classiques. Faute de base économique ou en raison d'obstacles politiques, les ruraux doivent se procurer directement ce dont ils ont besoin. Leurs organisations ont donc à remplir des services spéciaux qui dépassent ce que recherchent, soit les travailleurs des villes, soit les salariés agricoles de nos pays. Le nouveau manuel du BIT énumère quels sont ces services spéciaux sur des exemples concrets et indique comment les fonder et les remplir au mieux.

La méthode employée est l'étude de cas. Les organisations ne sont pas nommées, mais leur activité est suffisamment analysée pour que des animateurs comprennent le sens et la portée des expériences. Le plan de l'ouvrage est en deux parties: la première étudie diverses organisations l'une après l'autre, pour montrer les divers services qu'une même organisation peut créer; la seconde étudie des services spéciaux, pour montrer comment le même service peut être envisagé selon les circonstances.

La variété des services indique bien que les organisations des services ruraux ont à prendre en charge l'ensemble des intérêts économiques, politiques et sociaux des cultivateurs. Leurs besoins s'échelonnent de la garde des enfants à l'enterrement coutumier en passant par l'assistance juridique, le logement, la vulgarisation agricole et la fourniture des objets vitaux à des prix raisonnables.

L'ouvrage apprend aussi comment évolue une institution. Il arrive qu'une organisation apparaisse avec un objectif très modeste, mais l'expérience lui apprend que d'autres tâches doivent être remplies pour l'atteindre et, de proche en proche, elle en vient à encadrer ses adhérents dans toutes leurs activités. Le succès des organisations dépend de l'opiniâtreté de leurs dirigeants, de la validité de leurs structures et de tel ou tel encouragement extérieur. Ainsi une organisation de cultivateurs très pauvres a été aidée par une organisation syndicale internationale. Mais les moyens de la réussite sont avant tout intérieurs, et même institutionnels. Les ressources financières et techniques qui assureront une vie décente aux pauvres se trouvent souvent sur place mais ne sont pas utilisées faute d'organisation.

Telle est la leçon de ce manuel qui intéressera non seulement les animateurs des campagnes du tiers monde, mais les sociologues, les économistes ruraux et, d'une façon plus

générale, tous ceux qui s'occupent des politiques de développement. Des mots galvaudés comme « participation », « autogestion » prennent un sens quand on découvre comment de modestes institutions transforment la vie quotidienne de millions de paysans.

JEAN VALARCHÉ

Procès de la croissance⁵

Le titre de l'ouvrage indique mal son contenu. Le sous-titre plus pertinent, est encore trop étroit. Le livre réunit, en fait, un certain nombre d'articles et de conférences de ces dernières années, publiés ou non, qui portent sur divers problèmes économiques contemporains, soit de science pure, soit de science appliquée. La variété des sujets reflète la multiplicité des recherches et des activités de l'auteur. Gunnar Myrdal a été professeur d'économie politique, ministre à l'époque où les sociaux démocrates gouvernaient la Suède, secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Europe. Il a beaucoup publié, ce qui lui a valu le Prix Nobel de science économique en 1974.

Un ancien lecteur de Myrdal retrouvera dans son nouveau livre ses préoccupations habituelles. D'abord dégager les « biais » politiques des économistes. Les théories des auteurs classiques servaient les intérêts des classes dominantes à l'aube du capitalisme industriel. Les analyses les plus abstraites reposent sur des principes de valeur (des « valuations » écrit le traducteur) qui doivent être expliqués à leur tour. La politique commande les interventions de l'Etat sur l'économie. N'oublions pas cependant les réciprocités. Myrdal a inventé l'expression « causalité circulaire » et il admet que les transformations économiques provoquent des changements politiques. Mais « le développement du commerce a davantage été une réponse au changement politique que le contraire » (p. 178).

Une autre controverse reprise par Myrdal concerne la supériorité éventuelle des sciences naturelles sur les sciences sociales. Celles-là ont l'avantage de l'expérimentation et Myrdal ne trouve pas que la multiplicité actuelle des modèles mathématiques rétablisse l'équilibre. Il est « à contre-courant » en signalant que les concepts utilisés par les théoriciens de la croissance (produit national brut, coefficient de capital) ont une portée limitée. Il est également à contre-courant en affirmant l'importance de la mode en science économique : elle passe régulièrement de la tendance analytique à la tendance institutionnaliste. Cependant, Myrdal reconnaît l'utilité des modèles économétriques, lorsque l'information statistique est « fiable », comme c'est le cas en pays développé.

En étudiant les rapports entre les pays industriels et les pays en développement, l'auteur est à contre-courant des optimistes, mais non de tous ses contemporains. D'autres ont reconnu que le commerce international n'aboutissait pas à l'égalisation des rendements. Les appréciations portées par Myrdal sur l'ONU ont des accents gaulliens. Il dénonce le bluff d'un internationalisme qui n'est qu'une connivence intergouvernementale, les jongleries statistiques qui font croire que l'aide au tiers monde est importante. Mais Myrdal ne ménage pas non plus les pays dits (faussement) en voie de développement. Leurs planificateurs sont ignorants, leurs administrateurs corrompus. Certains progrès mènent à des impasses : les enseignements secondaire et supérieur fabriquent des chômeurs intellectuels alors que les enseignements primaire et technique sont insuffisamment développés.

Une partie du livre est en effet le procès de la croissance. Myrdal distingue, comme Perroux, la croissance du développement, en soulignant, plus que Perroux, le dommage fait à

l'environnement. Mais le procès le plus spectaculaire est fait à l'économie et à la politique américaines. Le slogan de la lutte contre la pauvreté couvre une réalité lamentable : les taudis urbains, les enfants abandonnés plus que nulle part ailleurs. Myrdal adjure les jeunes Américains de rompre avec les habitudes de leurs aînés : une politique étrangère impérialiste, de folles dépenses militaires, la domination du complexe armée – industrie – université, dénoncée par Eisenhower et continuée depuis. Myrdal croit en l'Amérique; après son pays natal, c'est le pays qu'il aime et admire le plus. Il y a été étudiant, professeur et expert. Ses conseils pour résoudre les problèmes raciaux ont été partiellement entendus. C'est ce qui donne à son appel aux jeunes Américains un accent émouvant. La loyauté de l'homme est aussi évidente que la pertinence du savant.

JEAN VALARCHÉ

¹ Richard Blackhurst, Nicolas Marian, Jan Tumlir : « Libéralisation des échanges commerciaux, protectionnisme et interdépendance »; GATT; Genève, novembre 1977; 93 p.

² Rudolf H. Strahm : « Pourquoi sont-ils si pauvres? »; trad. F. de Vargas, A. Gisler, P.-L. Giovannini; Ed. de La Baconnière; Neuchâtel, 1978; 147 p.

³ Agence de presse Novosti : « URSS, 100 questions, 100 réponses »; Moscou, 1977; 107 p.

⁴ Bureau international du travail : « Les organisations de travailleurs ruraux »; Genève, 1978.

⁵ G. Myrdal : « Procès de la croissance — A contre-courant »; PUF; Paris, 1978.

